

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2005 — 685

[2005/29090]

**21 DECEMBRE 2004. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écurueil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les Hautes Ecoles, les internats, les Centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française (1)**

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le point 27 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe I du présent décret.

*CHAPITRE II. — Dispositions relatives au Fonds Ecurueil de la Communauté française et au désendettement*

**Art. 2.** L'article 22 du décret du 20 juin 2002 portant création du Fonds Ecurueil de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Le placement des réserves du Fonds doit s'opérer en actifs répondant aux critères suivants :

1° être constitués de produits de taux d'intérêt; dont des instruments dérivés dans le cadre d'une stratégie financière de couverture;

2° au 31 décembre de chaque année, être constitués de titres de la dette de la Communauté française. »

**Art. 3.** Le décret du 19 décembre 2002 relatif au désendettement de la Communauté française est abrogé.

*CHAPITRE III. — Dispositions relatives au financement des universités*

**Art. 4.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le premier paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. § 1<sup>er</sup>. Le montant de base pour les allocations annuelles de fonctionnement visées à l'article 26 en faveur des institutions universitaires visées à l'article 25 est fixé à 411.305.764,25 euros.

Le montant de base pour les compléments d'allocations visés à l'article 34 en faveur des institutions visées à l'article 25, b), c), f), g), h), i), est fixé à 5.017.364,94 euros.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété d'une somme de 112.470 euros pour permettre aux institutions universitaires visées à l'article 25 de respecter la disposition de l'article 3, § 2, du décret du 17 décembre 2003 portant sur le prolongement automatique des mandats des chercheurs prenant un congé de maternité.

Chaque année, à partir de l'année budgétaire 2004, les montants visés aux alinéas précédents sont adaptés aux variations de l'indice santé des prix à la consommation selon la formule :

(Montant de base × indice-santé de décembre de l'année budgétaire concernée) × 1,0015/indice santé de décembre 1998. »

*CHAPITRE IV. — Dispositions relatives au financement des Hautes Ecoles*

**Art. 5.** L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles « S » est égal à 261.378.000 euros pour l'année budgétaire 1997. »

**Art. 6.** L'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, a), du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14, alinéa 1<sup>er</sup>, a) la Haute Ecole reçoit un forfait annuel de 204.664,76 euros; ».

**Art. 7.** L'article 21<sup>ter</sup> du même décret est abrogé.

*CHAPITRE V. — Dispositions relatives au mécanisme d'aide supplémentaire en matière d'encadrement dans les Hautes Ecoles*

**Art. 8.** Le présent chapitre s'applique aux Hautes Ecoles au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ci-après le décret du 5 août 1995.

Il ne s'applique pas aux établissements d'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études d'architecture, ni aux Ecoles supérieures des Arts, ni aux universités.

Dans ce chapitre, le mot « population » vise le nombre d'étudiants réguliers finançables.

**Art. 9.** Outre le financement prévu par le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ci-après le décret du 9 septembre 1996, un montant global de cinq millions d'euros est destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire 2005 et est réparti entre ces dernières conformément aux articles 10 et 11.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Un montant de 3.550.000 euros est réparti en tenant compte de l'évolution de la population globale de chaque Haute Ecole, ainsi que de l'évolution de cette population dans l'enseignement de type court dans les catégories visées à l'article 12, 2° à 7°, du décret du 5 août 1995, entre l'année académique 2000-2001 et l'année académique 2004-2005.

§ 2. La prise en compte de l'évolution globale de chaque Haute Ecole est effectuée comme suit :

Pour chaque Haute Ecole, il est déterminé un point *g* selon la formule suivante :

$$pg = \left( \left( \frac{pop_{HE\ 05}}{pop_{HE\ 01}} \right) - 1 \right) * 100$$

Dans cette formule :

— *pg* = pourcentage d'augmentation de la population de la Haute Ecole entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005.

— *pop HE 05* = la population de la Haute Ecole au 1<sup>er</sup> février 2005.

— *pop HE 01* = la population de la Haute Ecole du 1<sup>er</sup> février 2001.

Si *pg* < 0, alors *g* = 0.

Si 0 < *pg* < 30, alors *g* = *pg* arrondi au multiple de 5 directement supérieur.

Si *pg* > 30, alors *g* = 30.

L'évolution de la population de la Haute Ecole est ensuite pondérée en fonction du nombre d'étudiants de la haute Ecole par rapport au nombre d'étudiants fréquentant l'ensemble des Hautes Ecoles selon la formule suivante :

$$gpe = g * \frac{pop_{HE}}{\sum_{HE} pop} * 10$$

Dans cette formule :

— *pop HE* = la population de la Haute Ecole au 1<sup>er</sup> février 2005;

— *gpe* est arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. La prise en compte de l'évolution de la population par catégorie visée au § 1<sup>er</sup> dans chaque Haute Ecole est effectuée comme suit :

Il est déterminé, pour chacune des catégories visées au § 1<sup>er</sup> et organisées par la Haute Ecole considérée, un point *pc cat* comme suit :

$$b_{cat} = \left[ \left( \left( \frac{pop_{cat\ 05}}{pop_{cat\ 01}} \right) - 1 \right) * 100 \right]$$

Dans cette formule :

— *b cat* = pourcentage d'augmentation de la population d'une catégorie entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005;

— *pop cat 05* = la population de la catégorie au 1<sup>er</sup> février 2005;

— *pop cat 01* = la population de la catégorie au 1<sup>er</sup> février 2001.

Si *b<sub>cat</sub>* > 10,

alors  $pc_{cat} = \frac{b_{cat}}{10}$ ,

arrondi à l'unité inférieure

Si *b<sub>cat</sub>* < 10, alors *pc<sub>cat</sub>* = 0

L'évolution de la population de la catégorie est ensuite pondérée en fonction du nombre d'étudiants qui suivent un enseignement dans cette catégorie dans l'ensemble de Hautes Ecoles qui ont connu, entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005, une augmentation de la population de cette catégorie égale ou supérieure à 10 pour cent, selon la formule suivante :

$$ppe_{cat} = pc_{cat} * \frac{ét_{cat}}{\sum_{HE} ét_{cat}}$$

Dans cette formule, HE correspond à chaque Haute Ecole qui a connu une augmentation de la population de la catégorie concernée égale ou supérieure à 10 pour cent.

§ 4. Un nombre de points est ensuite attribué à chaque Haute Ecole qui a connu une augmentation de sa population étudiante selon la formule suivante :

$$S_{HE} = \sum_{CAT} ppe_{cat} + gpe$$

Dans cette formule :

— *S<sub>HE</sub>* : le nombre de points attribué à la Haute Ecole;

— par exception, si *gpe* = 0, alors *S<sub>HE</sub>* = 0

§ 5. Le montant prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est réparti entre les Hautes Ecoles au prorata des points qu'elles ont obtenu conformément au § 4 et est affecté par celles-ci à la rémunération de personnel enseignant.

**Art. 11.** Un montant de 1.450.000 euros est réparti en parts égales entre les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et est affecté par celles-ci à la rémunération de personnel.

Ce montant sert à diminuer à due concurrence la part de l'allocation globale de la Haute Ecole utilisée à des moyens humains affectés à des tâches qui ne sont pas en lien direct avec l'enseignement dispensé aux étudiants.

**Art. 12.** Septante cinq pour cent de la part de financement supplémentaire allouée à chaque Haute Ecole conformément aux articles 10 et 11, est destinée à l'engagement de personnel temporaire, par contrat à durée déterminée prenant cours au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et venant à échéance au plus tard au 15 septembre 2005.

En outre le personnel engagé au moyen de la part de financement allouée conformément à l'article 10 est affecté par chaque Haute Ecole aux catégories pour lesquelles elle a obtenu un ou plusieurs points en application du § 3 dudit article.

Le solde de vingt-cinq pour cent de la part de financement supplémentaire est soumis à la condition que les Hautes Ecoles soumettent un plan d'optimisation de leur offre d'enseignement approuvé par le Gouvernement, selon les modalités déterminées par celui-ci.

**Art. 13.** Les membres du personnel engagés en application de l'article 12 sont payés directement par la Communauté française à charge du budget général des dépenses.

Dans le cas où le coût des membres du personnel ainsi engagé par une Haute Ecole excède la part de financement supplémentaire allouée à celle-ci, ou que la condition visée à l'article 12, alinéa 2, n'est pas respectée, l'allocation annuelle globale revenant à la Haute Ecole en application du décret du 9 septembre 1996 est réduite à due concurrence.

**Art. 14.** Le Gouvernement arrête avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour chaque Haute Ecole, l'estimation du montant auquel elle pourrait avoir droit en application de l'article 10.

Pour cette estimation, le chiffre de la population au 1<sup>er</sup> février 2005 visé dans la formule déterminant la variable  $b_{cat}$  visée à l'article 10, § 3, est remplacé par le chiffre de la population au 15 octobre 2004 communiqué par la Haute Ecole affecté d'un coefficient de 0.95.

Le Gouvernement arrête la répartition définitive visée à l'article 10.

**Art. 15.** Les membres du personnel engagés conformément aux dispositions du présent décret ne rentrent pas en compte dans le calcul visé à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, quatrième tiret du décret du 9 septembre 1996.

Les Commissaires du Gouvernement près les Hautes Ecoles remettent au Gouvernement un rapport sur l'utilisation des moyens octroyés aux Hautes Ecoles en application du présent chapitre.

Le rapport doit parvenir au Gouvernement pour le 1<sup>er</sup> août 2005.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives aux Internats*

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2004-2005 au montant accordé pour l'année scolaire 2003-2004, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 17.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, les termes « et du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1998 » sont remplacés comme suit :

« du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1998 et du 1<sup>er</sup> décembre 2004 au 30 juin 2006 ».

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 18.** L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2004-2005 au montant accordé pour l'année scolaire 2003-2004, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ».

**Art. 19.** Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2004-2005 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

**Art. 20.** A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les Bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 17 décembre 2003 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles, les mots « 2002, 2003 et 2004. » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004 et 2005. ».

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives à l'enseignement*

**Art. 21.** Dans l'article 31 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, modifié par le décret du 22 octobre 2003, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lorsqu'une implantation à comptage séparé organise les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires mais n'organise pas la 4<sup>e</sup> primaire, les élèves à prendre en compte sont ceux de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires.

Lorsqu'une implantation à comptage séparé n'organise pas les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires mais organise la 4<sup>e</sup> primaire, aucune période de langue moderne n'y est générée.

Dans les cas où, conformément aux dispositions de l'article 26, alinéa 5, ou de l'article 27, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre, les élèves à prendre en compte sont ceux de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaires au 1<sup>er</sup> octobre. »

**Art. 22.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, complété par le décret du 14 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3°, est remplacé par le texte suivant :

« 3° dont l'un des deux parents au moins ou l'une des personnes à la garde desquelles l'enfant est confié ne possède pas la nationalité belge, sauf dans le cas de l'adoption. »

2° Un second alinéa nouveau libellé comme suit est ajouté :

« Un cours d'adaptation à la langue de l'enseignement peut être organisé à raison de trois périodes par semaine au profit d'élèves belges :

1° dont la langue maternelle ou usuelle diffère de la langue de l'enseignement;

2° qui fréquentent l'enseignement primaire de la Communauté française ou celui qu'elle subventionne, depuis moins de trois années complètes et ne connaissent pas suffisamment la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de la classe dans laquelle ils sont inscrits;

3° dont soit l'un des deux parents au moins est de nationalité étrangère, soit l'un des deux parents au moins a acquis la nationalité belge depuis moins de trois ans. »

**CHAPITRE X. — Dispositions relatives au statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française**

**Art. 23.** L'article 342 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, est complété par un paragraphe 3 libellé comme suit :

« § 3. Pour autant qu'ils puissent faire valoir des circonstances exceptionnelles, les membres du personnel administratif visés au § 2 qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une interruption complète ou partielle de leur carrière professionnelle sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption peuvent poursuivre l'interruption de leur carrière jusqu'au terme de celle-ci, dans les mêmes conditions que les membres du personnel administratif nommés à titre définitif.

Pendant la période d'interruption de leur carrière, ils sont réputés être désignés à titre temporaire au sens du présent décret, dans les attributions exercées à la veille de leur interruption de carrière et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent/exerçaient ces attributions. »

**Art. 24.** Dans l'article 344 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Au 1<sup>er</sup> février 2005, le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif d'un nombre de membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire correspondant au nombre de membres du personnel ouvrier définitifs ayant cessé définitivement leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française durant la période s'étendant du 31 décembre 2001 au 31 janvier 2005.

Il est procédé à la nomination à titre définitif en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les mêmes modalités que celles visées aux articles 194, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 195, 196, § 1<sup>er</sup>, et 197.

Est nommé à titre définitif par priorité le membre du personnel ouvrier temporaire qui, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret, compte, pour la fonction considérée, l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et remplit les conditions requises. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction et de service, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier le plus âgé.

La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à la nomination à titre définitif d'un membre du personnel ouvrier conformément au présent article est diminuée d'un montant de 20.573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de la nomination à titre définitif. »;

2° dans le paragraphe 2, les termes « d'une admission au stage » sont remplacés par les termes « d'une nomination à titre définitif »;

3° l'article 344 est complété par un paragraphe 4 libellé comme suit :

« § 4. Pour autant qu'ils puissent faire valoir des circonstances exceptionnelles, les membres du personnel ouvrier visés au § 2 qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une interruption complète ou partielle de leur carrière professionnelle sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption peuvent poursuivre l'interruption de leur carrière jusqu'au terme de celle-ci, dans les mêmes conditions que les membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif.

Toutefois, l'interruption de la carrière prend fin au plus tard :

a) A l'issue de la période restant à courir dans le cadre de l'engagement à titre contractuel dans l'hypothèse visée au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, a);

b) à l'issue de la période de préavis restant à courir dans l'hypothèse visée au § 2, alinéa 2.

Pendant la période d'interruption de leur carrière, les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réputés être désignés à titre temporaire au sens du présent décret, dans les attributions exercées à la veille de leur interruption de carrière. ».

CHAPITRE XI. — *Disposition finale*

**Art. 25.** L'article 4 produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2004.  
 Les articles 16, 18, 19, 23 et 24 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2004.  
 L'article 17 produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 2004.  
 Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.  
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
 Bruxelles, le 21 décembre 2004.

La Ministre-Présidente,  
 Chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion Sociale,  
 Mme M. ARENA  
 Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,,  
 M-D. SIMONET  
 Ministre du Budget et des finances,  
 M. DAERDEN  
 Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
 Mme F. LAANAN  
 Ministre de la Fonction publique et des Sports  
 C. EERDEKENS  
 Ministre de l'Emploi, de l'aide à la Jeunesse et de la Santé,  
 C. FONCK

—  
 Note

(1) *Session 2004-2005*  
*Documents du conseil.* — Projet de décret, n° 42-1. — Avis des commissions, n° 42-2 et n° 42-3. — Amendement de commission, n° 42-4. — Rapport, n° 42-5. — Amendement de séance, n° 42-6.  
*Comptes rendus intégraux.* — Discussion et adoption. Séances des 14 et 15 décembre 2004.

—  
 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 685

[C — 2005/29090]

**21 DECEMBER 2004.** — **Programma-decreet houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de Hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen*

**Artikel 1.** Punt 27 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage I van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw*

**Art. 2.** Artikel 22 van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. Het beleggen van de reserves van het Fonds dient in activa te geschieden die aan de volgende criteria beantwoorden :

1° samengesteld worden uit de opbrengsten van de rentevoet; waarvan de afgeleide instrumenten in het kader van een financiële dekkingsstrategie;

2° samengesteld worden, op 31 december van elk jaar, uit de schuldbewijzen van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 3.** Het decreet van 19 december 2002 betreffende de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de financiering van de universiteiten*

**Art. 4.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt § 1 vervangen als volgt :

« Art. 29. § 1. Het basisbedrag voor de jaarlijkse werkingstoelagen bedoeld in artikel 26 ten voordele van de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, wordt vastgesteld op 411.305.764,25 EUR.

Het basisbedrag voor de aanvullende toelagen bedoeld in artikel 34 ten voordele van de instellingen bedoeld in artikel 25, *b*), *c*), *f*), *g*), *h*), *j*) wordt vastgesteld op 5.017.364,94 EUR.

Vanaf 1 januari 2004 wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid aangevuld met de som van 112 470 euro zodat de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25 de bepaling van artikel 3, § 2 van het decreet van 17 december 2003 tot automatische verlenging van de mandaten van de vorsers die een pre- of postnatale rust nemen, kunnen naleven.

Elk jaar, vanaf het begrotingsjaar 2004, worden de bedragen bedoeld in de vorige leden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijs volgens de formule :

(Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het betrokken begrotingsjaar) x 1,0015/gezondheidsindex van december 1998. »

#### HOOFDSTUK IV. *Bepalingen betreffende de financiering van de Hogescholen*

**Art. 5.** Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het bedrag bestemd voor het door de Hogescholen « S » verstrekte onderwijs, is gelijk aan € 261.378.000 voor het begrotingsjaar 1997. »

**Art. 6.** Artikel 14, eerste lid, a), van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14, eerste lid, a) de Hogeschool krijgt een jaarlijks forfaitair bedrag van 204.664,76 EUR; »

**Art. 7.** Artikel 21ter van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het bijkomende hulpmechanisme inzake omkadering in de Hogescholen*

**Art. 8.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de Hogescholen in de zin van artikel 1, 1° van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, hierna het decreet van 5 augustus 1995 genoemd.

Dit decreet is niet van toepassing op de inrichtingen voor hoger onderwijs die slechts architectuurstudies organiseren, noch op de Hogere kunstscholen, noch op de universiteiten.

In dit hoofdstuk wordt met het woord « bevolking » het aantal studenten bedoeld die regelmatig ingeschreven zijn en die financierbaar zijn.

**Art. 9.** Naast de financiering bedoeld in het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, hierna het decreet van 9 september 1996 genoemd, wordt het globaal bedrag van vijf miljoen EUR bestemd voor het hoger onderwijs verstrekt door de Hogescholen voor het begrotingsjaar 2005 en verdeeld over deze laatste overeenkomstig de artikelen 10 en 11.

**Art. 10.** § 1. Een bedrag van 3.550.000 EUR wordt verdeeld waarbij rekening wordt gehouden met de evolutie van de globale bevolking van elke Hogeschool, alsook met de evolutie van deze bevolking in het onderwijs van het korte type binnen de categorieën bedoeld in artikel 12, 2° tot 7°, van het decreet van 5 augustus 1995 tussen het academiejaar 2000-2001 en het academiejaar 2004-2005.

§ 2. De globale evolutie van elke Hogeschool wordt als volgt in aanmerking genomen :

Voor elke Hogeschool wordt een punt *gl* vastgesteld volgens de volgende formule :

$$glp = \left[ \left[ \frac{bev \ hs \ 05}{bev \ hs \ 01} \right] - 1 \right] * 100$$

In deze formule :

— *glp* = het percentage verhoging van de bevolking van de Hogeschool tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005.

— *bev HS 05* = de bevolking van de Hogeschool op 1 februari 2005.

— *bev HS 01* = de bevolking van de Hogeschool op 1 februari 2001.

Als *glp* < 0, dan *gl* = 0.

Als 0 < *glp* < 30, dan *gl* = *glp*, op het onmiddellijk hogere vijfvoud afgerond.

Als *glp* > 30, dan *gl* = 30.

De evolutie van de bevolking van de Hogeschool wordt daarna gewogen in functie van het aantal studenten van de Hogeschool in verhouding tot het aantal studenten die in het geheel van de Hogescholen lessen volgen, volgens de volgende formule :

$$glges = gl * \frac{bev \ hs}{\sum_{hs} bev} * 10$$

In deze formule,

— *bev HS* = de bevolking van de Hogeschool op 1 februari 2005;

— *glges* wordt op de hogere eenheid afgerond.

§ 3. De evolutie van de bevolking per categorie bedoeld in § 1 in elke Hogeschool wordt als volgt in aanmerking genomen :

Voor elk van de categorieën bedoeld in § 1 en ingericht door de bedoelde Hogeschool wordt een punt  $pc_{cat}$  vastgesteld als volgt :

$$b_{cat} = \left[ \left( \left( \frac{bev_{hs\ 05}}{bev_{hs\ 01}} \right) - 1 \right) * 100 \right]$$

In deze formule :

—  $b_{cat}$  = percentage verhoging van de bevolking van een categorie tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005;

—  $bev_{cat\ 05}$  = de bevolking van de categorie op 1 februari 2005;

—  $bev_{cat\ 01}$  = de bevolking van de categorie op 1 februari 2001.

Als  $b_{cat} > 10$ ,

dan  $pc_{cat} = \frac{b_{cat}}{10}$ ,

op de lagere eenheid afgerond

Als  $b_{cat} < 10$ , dan  $pc_{cat} = 0$

De evolutie van de bevolking van de categorie wordt daarna gewogen in functie van het aantal studenten die in deze categorie lessen volgen in het geheel van de Hogescholen die tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005 een verhoging hebben gekend van de bevolking van deze categorie, die gelijk is aan of hoger is dan 10 percent, volgens de volgende formule :

$$p_{ges\ cat} = pc_{cat} * \frac{st_{cat}}{\sum_{hs} st_{cat}}$$

In deze formule heeft HS betrekking op elke Hogeschool die een verhoging van de bevolking heeft gekend van de bedoelde categorie, die gelijk is aan of hoger is dan 10 per cent.

§ 4. Een aantal punten wordt daarna toegekend aan elke Hogeschool die een verhoging van haar schoolbevolking gekend heeft volgens de volgende formule :

$$\$_{hs} = \sum_{cat} p_{ges\ cat} + gl_{ges}$$

In deze formule :

—  $\$_{HS}$  : het aantal punten toegekend aan de Hogeschool;

— per uitzondering, als  $gl_{ges} = 0$ , dan  $\$_{HS} = 0$

§ 5. Het bedrag bedoeld in § 1 wordt verdeeld over de Hogescholen naar rato van de punten die ze verkregen hebben overeenkomstig § 4 en wordt door deze toegewezen aan de bezoldiging van het onderwijzend personeel.

**Art. 11.** Een bedrag van 1.450.000 EUR wordt gelijk verdeeld over de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen en wordt door deze toegewezen aan de bezoldiging van het personeel.

Dit bedrag dient om het gedeelte van de basistoelage van de Hogeschool tot een passend bedrag te verminderen dat gebruikt wordt voor menselijke middelen toegewezen aan taken die geen rechtstreeks verband hebben met het onderwijs verstrekt aan de studenten.

**Art. 12.** Vijfenzeventig percent van het bijkomende financieringsgedeelte toegekend aan elke Hogeschool overeenkomstig de artikelen 10 en 11, wordt bestemd voor de aanwerving van het tijdelijk personeel, met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur die ten vroegste vanaf 1 januari 2005 tot uiterlijk 15 september 2005 loopt.

Bovendien wordt het personeel dat aangeworven wordt door bemiddeling van het financieringsgedeelte toegekend overeenkomstig artikel 10, aangewezen door elke Hogeschool aan de categorieën waarvoor ze één of meer punten verkregen heeft met toepassing van § 3 van dit artikel.

Het saldo van vijftienvintig percent van het bijkomende financieringsgedeelte wordt onderworpen aan de voorwaarde dat de Hogescholen een optimalisatieplan van hun onderwijsaanbod voorleggen dat goedgekeurd wordt door de Regering volgens de door hem nader te bepalen regels.

**Art. 13.** De personeelsleden aangeworven met toepassing van artikel 12 worden rechtstreeks bezoldigd door de Franse Gemeenschap ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

Ingeval de kosten van de personeelsleden die aldus door een Hogeschool worden aangeworven, het bijkomende financieringsgedeelte toegekend aan deze overschrijdt, of de voorwaarde bedoeld in artikel 12, tweede lid niet wordt nageleefd, wordt de jaarlijkse globale toelage toegekend aan de Hogeschool met toepassing van het decreet van 9 september 1996 tot het passende beloop verminderd.

**Art. 14.** De Regering legt vóór 1 januari 2005, voor elke Hogeschool, de raming vast van het bedrag waarop ze recht zou kunnen hebben met toepassing van artikel 10.

Voor deze raming wordt het bevolkingscijfer op 1 februari 2005 bedoeld in de formule die het variabele  $b_{cat}$  bedoeld in artikel 10, § 3 bepaalt, vervangen door het bevolkingscijfer op 15 oktober 2004 dat meegeedeeld wordt door de Hogeschool, voorzien van de coëfficiënt 0.95.

De Regering bepaalt de definitieve verdeling bedoeld in artikel 10.

**Art. 15.** De personeelsleden aangeworven overeenkomstig de bepalingen van dit decreet komen niet in aanmerking voor de berekening bedoeld in artikel 31, § 1, eerste lid, vierde streepje van het decreet van 9 september 1996.

De Commissarissen van de Regering voor de Hogescholen brengen een verslag uit aan de Regering over de aanwending van de middelen toegekend aan de Hogescholen met toepassing van dit hoofdstuk.

Het verslag moet vóór 1 augustus 2005 aan de Regering worden verstuurd.

#### HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de internaten

**Art. 16.** In afwijking van artikel 32, § 2, vierde lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingssubsidies, voor wat betreft de internaten, vastgesteld voor het schooljaar 2004-2005 op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2003-2004, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer voor consumptieprijsen tussen 1 januari 2005 en 1 januari 2004.

**Art. 17.** In artikel 6, § 1 van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs worden de woorden « en van 1 januari 1995 tot 30 juni 1998 » vervangen als volgt :

« van 1 januari 1995 tot 30 juni 1998 en van 1 december 2004 tot 30 juni 2006 ».

#### HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra

**Art. 18.** Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, c) en d) wordt het bedrag van de subsidies vastgesteld, voor het schooljaar 2004-2005, op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2003-2004, zoals bepaald in het vorige lid, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer voor consumptieprijsen tussen 1 januari 2005 en 1 januari 2004 ».

**Art. 19.** De werkingsdotaties voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra worden verhoogd voor het schooljaar 2004-2005 op dezelfde basis als de verhoging van de subsidies bedoeld in artikel 52, vierde lid van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra.

#### HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

**Art. 20.** In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs zoals laatst gewijzigd bij het programma-decreet van 17 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de " Ecole d'Administration publique " (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingooderen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur, worden de woorden « 2002, 2003 en 2004 » vervangen door de woorden « 2002, 2003, 2004 en 2005. ».

#### HOOFDSTUK IX. — Bepalingen betreffende het onderwijs

**Art. 21.** In artikel 31 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het decreet van 22 oktober 2003 worden de volgende leden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Wanneer een vestigingsplaats met afzonderlijke telling het 5de jaar en het 6de jaar lager onderwijs organiseert en niet het 4de jaar, moeten de leerlingen van het 5de jaar en het 6de jaar lager onderwijs in aanmerking worden genomen.

« Wanneer een vestigingsplaats met afzonderlijke telling geen 5de en 6de jaar lager onderwijs organiseert maar het 4de jaar lager onderwijs organiseert, wordt geen enkele lestijd voor het moderne taalonderricht gegenereerd.

Ingeval, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, vijfde lid of van artikel 27, het lestijdenpakket berekend wordt op het aantal leerlingen die op 1 oktober regelmatig ingeschreven zijn, moeten de leerlingen van het 5de jaar en het 6de jaar lager onderwijs in aanmerking worden genomen.

**Art. 22.** In artikel 32, § 1 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, aangevuld met het decreet van 14 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° indien ten minste één van beide ouders of één van de personen waaraan de kinderen zijn toevertrouwd, de Belgische nationaliteit niet heeft, behalve ingeval van adoptie. »

2° een tweede nieuw lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor Belgische leerlingen kan onderricht voor de aanpassing aan de taal van het onderwijs georganiseerd worden ten belope van drie lestijden per week :

1° indien hun moedertaal of gebruikelijke taal verschilt van de taal van het onderwijs;

2° indien ze minstens drie volledige schooljaren het lager onderwijs van de Franse Gemeenschap of het door haar gesubsidieerd onderwijs volgen en de taal van het onderwijs onvoldoende kennen om zich met succes aan te passen aan de activiteiten van de klas waarin ze ingeschreven zijn;

3° indien ten minste één van beide ouders de buitenlandse nationaliteit heeft, ofwel ten minste één van beide ouders de Belgische nationaliteit heeft verworven sinds minder dan drie jaar. »

#### HOOFDSTUK X. — Bepalingen betreffende het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

**Art. 23.** Artikel 342 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Voor zover ze buitengewone omstandigheden kunnen doen gelden, kunnen de leden van het administratief personeel bedoeld in § 2 die vlak vóór de inwerkingtreding van dit decreet een volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking genieten op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, hun loopbaanonderbreking voortzetten tot het einde ervan, onder dezelfde voorwaarden als de vast benoemde leden van het administratief personeel.

Tijdens hun loopbaanonderbreking worden ze geacht tijdelijk aangesteld te zijn in de zin van dit decreet, binnen de bevoegdheden uitgeoefend vlak vóór hun loopbaanonderbreking en worden aangewezen voor de onderwijsinrichting georganiseerd door de Franse Gemeenschap waar ze hun bevoegdheden uitoefenen/uitoefenden.



**Art. 24.** In artikel 344 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Op 1 februari 2005 gaat de Regering over tot de vaste benoeming van een aantal leden van het werklidenpersoneel, tijdelijke benoemd in overeenstemming met het definitieve aantal leden van het werklidenpersoneel die definitief hun ambt hebben neergelegd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap gedurende de periode van 31 december 2001 tot 31 december 2005.

Er wordt overgegaan tot de vaste benoeming met toepassing van het eerste lid volgens dezelfde nadere regels als deze bedoeld in de artikelen 194, §§ 1 en 2, 195, 196, § 1 en 197.

Wordt bij voorrang vast benoemd het tijdelijke lid van het werklidenpersoneel dat vlak vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, voor het bedoelde ambt, de grootste ambtsanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de vereiste voorwaarden vervult. Bij gelijke ambtsanciënniteit, krijgt het lid van het werklidenpersoneel voorrang dat op voornoemde datum de grootste dienstanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Bij gelijke ambts- en dienstanciënniteit krijgt het oudste lid van het werklidenpersoneel voorrang.

De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting waarin een lid van het werklidenpersoneel in vast verband werd benoemd overeenkomstig dit artikel, wordt verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index bepaald door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Deze verlaging wordt uitgevoerd in verhouding tot het saldo van het bedoelde kalenderjaar dat berekend wordt op de datum van de vaste benoeming. »;

2° in § 2 worden de woorden « van een toelating tot stage » vervangen door de woorden « van een vaste benoeming »;

3° artikel 344 wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Voorzover ze buitengewone omstandigheden kunnen doen gelden, kunnen de leden van het werklidenpersoneel bedoeld in § 2 die, vlak vóór de inwerkingtreding van dit decreet, een volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking genieten op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, hun loopbaanonderbreking voortzetten tot het einde ervan, onder dezelfde voorwaarden als de vast benoemde leden van het werklidenpersoneel.

Nochtans loopt de loopbaanonderbreking ten einde uiterlijk :

a) op het einde van de periode die blijft lopen in het kader van een contractuele aanwerving in de veronderstelling bedoeld in § 2, eerste lid, a);

b) op het einde van de opzegtermijn die blijft lopen in het geval bedoeld in § 2, tweede lid.

Tijdens de periode van loopbaanonderbreking worden de personeelsleden bedoeld in het eerste lid geacht tijdelijk aangesteld te zijn in de zin van dit decreet, binnen de bevoegdheden uitgeoefend de dag vóór hun loopbaanonderbreking. ».

#### HOOFDSTUK XI. — Slotbepaling

**Art. 25.** Artikel 4 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

De artikelen 16, 18, 19, 23 en 24 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2004.

Artikel 17 heeft uitwerking met ingang van 1 december 2004.

De andere artikelen treden in werking vanaf 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 2004.

De Minister-Presidente,

Belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,

M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

C. EERDEKENS

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2004-2005*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 42-1. — Adviezen van de commissies, nr. 42-2 en nr. 42-3. Commissie-amendement, nr. 42-4. — Verslag, nr. 42-5. — Vergaderingsamendement, nr. 42-6.

*Integrale verslagen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 14 en 15 december 2004.